

## Wahl (Alfred), Les résistances des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde guerre mondiale (1939-1945)

Actes du colloque organisé par la Fondation Entente Franco-allemande à Strasbourg les 19 et 20 novembre 2004, Avant-propos d'André Bord. Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire, site de Metz, Metz, 336 p., 2006

François Igersheim

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/589>  
ISSN : 2260-2941

### Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008  
Pagination : 455-459  
ISSN : 0181-0448

### Référence électronique

François Igersheim, « Wahl (Alfred), Les résistances des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde guerre mondiale (1939-1945) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/589>

---

Comme on le sait, la relève politique de 1945 prendra un chemin différent, mais les idées forgées par ces années d'exil n'en resteront pas moins vivantes. Emile Baas les reprendra dans ses *Lettres à Rémy* sous le titre de *Situation de l'Alsace*, un exposé profond et nuancé de ce qu'il appelle le « paradoxe alsacien » à l'attention du public français « de l'intérieur ».

Jusqu'à la présente publication des *Lettres à Materne*, dont François Igersheim donne le sens en les intitulant « Notre aveugle avant-guerre », on ignorait qu'il en avait composé un volet symétrique destiné au lectorat alsacien de tendance « autonomiste ». Là encore, la réflexion suit une logique démonstrative bien huilée qui permet de saisir les enjeux d'une réintégration douce aux lendemains de la libération. Le bilan politique et moral qui constitue les deux tiers de l'exposé est un modèle de lucidité, parfois un peu trop lisse par manque d'exemples très ciblés, mais, sur le fond, implacable. C'est « l'examen de conscience d'un Alsacien », un peu à la façon de *l'étrange défaite* de Marc Bloch. On y lira de vigoureuses critiques du parti catholique, et de la médiocrité des élites politiques, et des pages parfois féroces sur la presse locale. Le manuscrit avait été écrit au cours de l'automne 1944. Il était resté inédit, par retenue, peut être, pour ne pas accabler ses compatriotes, ou peut être aussi, parce que l'histoire était allée plus vite que prévu.

Georges Bischoff

Alfred WAHL. *Les résistances des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde guerre mondiale (1939-1945)*. Actes du colloque organisé par la Fondation Entente Franco-allemande à Strasbourg les 19 et 20 novembre 2004. Avant-propos d'André Bord. Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire, site de Metz. Metz 2006. 336 p.

Les Actes de ce colloque, de novembre 2004, s'articulent en cinq parties. La première partie aborde « les résistances en Alsace-Lorraine », la seconde « les résistances hors de l'Alsace-Lorraine », la troisième le cas de M-J. Bopp ou la « *Resistenz* », la quatrième, les témoignages individuels, autant de cas types ou d'itinéraires... Enfin la quatrième fait le point sur l'activité des Associations pour des études sur la résistance intérieure des Alsaciens et Mosellans (AERIA et AERIM).

Le débat mené entre François Marcot et Alfred Wahl sur la possibilité d'appliquer à l'Alsace et à la Moselle, la définition de la résistance adoptée par le droit positif français puis par les historiens est fort important. On sait que l'ordonnance du 9 février 1943 qui institue la Médaille de la Résistance visait à « reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'étranger, auront contribué à la résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940 ». Une ordonnance de janvier 1944 ne faisait qu'explicitier ces termes, en y rajoutant la participation à la propagande contre l'Axe, et aux Forces Françaises en guerre ». François Marcot, qui pilotait alors la rédaction collective de l'important *Dictionnaire historique de la Résistance* (Bouquins, Lafont 2006), s'appuie sur la définition donnée en dernier lieu par Pierre Laborie, et reprise dans le *Dictionnaire*. L'acte de résistance est défini par 3 critères : 1) la volonté de nuire

à un ennemi identifié comme tel, à l'occupant, ou au collaborateur à son service 2) la conscience de résister, de participer à une expression collective, par un choix volontaire, avec la conscience du risque et du sens de la lutte 3) un engagement dans l'action lié à des pratiques de transgression. Soucieux d'intégrer la résistance dans la société de son temps, comme processus socio-culturel, Marcot admet que pour l'Alsace et la Lorraine annexées, il faille prendre en compte outre la définition de *Widerstand*, qui a pour but de lutter contre le régime pour le renverser, les définitions allemandes de *Resistenz*, dont la palette est assez vaste, c'est à dire d'opposition défensive, plus ou moins publiquement exprimée (*Protest*) ou de déviance par non-respect ou contestation plus ou moins collective (*Dissidenz*, *Dissens*) des opinions, de partie des doctrines ou des règles diffusées ou imposées par la dictature (M. Brozsat). Compte tenu de la mainmise du régime national socialiste sur l'Alsace, des actes qui à Paris ne seraient pas en soi des actes de résistance, comme d'assister en simple participant ou badaud à la manifestation du 11 novembre 1940, le sont incontestablement en Alsace, ainsi la manifestation du 14 juillet 1941 à Hochfelden. Alors que l'attitude de Bopp pourtant *Studienrat* d'un gymnase national-socialiste et *Blockleiter* de l'*Opferring*, qui tient un journal oppositionnel en secret est celle d'un « *Dissident* ».

Venons-en à présent aux contributions. Les Actes s'ouvrent sur une contribution de Françoise Olivier-Utard, titrée « *la Résistance ouvrière en Alsace* ». L'auteur la cantonne au PCF et à la CGT – ex U –, l'exclusive étant jetée expressément sur la SFIO. Le sujet n'est pas facile, s'agissant d'un parti enraciné dans la classe ouvrière alsacienne, pour une histoire qui va du congrès des « ouvriers et paysans » de 1925 proclament le droit du peuple alsacien à l'autodétermination et à l'indépendance jusqu'à ce « *Heimat unterm Hakenkreuz* » écrit par l'un des derniers dirigeants de la Résistance alsacienne, Georges Mattern, où le mot « *Heimat* » n'est pas choisi au hasard, dont les embardées politiques sont si marquées et l'historiographie si lacunaire.

La contribution s'articule en deux grandes parties : les formes d'action et la chronologie de l'action des communistes. Elle se structure en quelques étapes : Répression par les autorités françaises en 1939-1940, puis par les autorités nazies, début de la résistance, arrestations massives au printemps 42, temps des procès en 1943, exécutions des condamnés, juillet 1943, dernière vague d'arrestations en août 1944 de ceux qui avaient pris le relais). Les formes de l'action : presse clandestine, sabotages, passeurs. Les deux bastions professionnels de la résistance communiste : les cheminots, et les mines de potasse. La presse clandestine s'en tiendrait jusqu'à la fin de 1943 à la ligne du parti communiste pour l'Alsace-Lorraine : celle d'une Alsace-Lorraine libre et indépendante.

Et l'auteur affirme : « La résistance ouvrière n'a pas été d'essence patriotique ». Voilà d'abord l'un des grands inconvénients de l'utilisation du mot « ouvrière » pour « communiste ». Qu'est-ce qui autorise cette généralisation ? Ces orientations autonomistes du PC n'expliqueraient-elles pas l'anticommunisme « trop fort » qui est précisément un obstacle majeur à « l'union avec les autres mouvements de résistance »

(p. 44). Mais la formule nous paraît excessive, s'agissant de qualifier la résistance du PC alsacien lui-même.

Certes, l'auteur a raison de relever que nombre de lacunes de la recherche restent à combler. Encore faut-il tenir compte de tous les acquis. On sait bien que la ligne du parti communiste alsacien n'est plus exclusivement autonomiste en 1939 ; le Mulhousien Rosenblatt a prôné l'union avec le peuple de France en 1937, pratiqué les alliances de Front Populaire jusqu'en mai 1939. à Strasbourg, la *Stimme des Jungen Elsass*, organe des Jeunesses communistes alsaciens et lorrains, rédigé en allemand soutient le député Daul. En janvier 1939, on y lit sous la manchette « 1789-1939 », la proclamation « *Wir sind die Junge Generation* », et l'attachement affirmé à la « *Heimat*, [*Wir lieben unser schönes, reiches Elsass* » ... *Wir haben das Recht auf Arbeit... Wir haben das Recht auf Freiheit* »], et la conclusion : *Wir wollen würdig sein unserer Väter, die unter die Klängen der Marseillaise, ihre Freiheit, ihre Zukunft erkämpften. 150 Jahre nach dieser heroischen Zeit unserer Heimat, ertont unsere Stimme des Jungen Elsass für die Freiheit, für den Frieden, für die Einigkeit und das Recht der jüngeren Generation* ». Les jeunes communistes ne faisaient-ils pas leurs, cette référence au passé révolutionnaire de l'Alsace, même en tenant compte de l'ambivalence des énoncés programmatiques ? Les retombées du Pacte germano-soviétique d'août 1939 dans l'opinion publique alsacienne et dans les rangs du PC alsacien ont rudement secoué le parti alsacien. Un pacte Hitler-Staline, dans une région qui était aux frontières de l'Allemagne nazie ? L'Alsace et la Moselle n'avaient-elle pas fourni un des plus forts contingents aux Brigades Internationales en Espagne ? Autre lacune, qui a trait au « travail de mémoire ». Il n'aurait pas été suffisamment fait par les communistes alsaciens après la Libération. Mais quelle mémoire aurait-on du célébrer ? Celle des martyrs de la « *Volksrepublik Elsass-Lothringen* » ? À partir de 1945, le culte rendu aux martyrs de la résistance communiste alsacienne, torturés et exécutés deux ans auparavant seulement, est celui rendu à des résistants patriotes morts pour l'Alsace française, tout aussi français que tous les martyrs de la résistance communiste française. N'aurait-on pas dû souligner fermement cette mutation fondamentale, qui ne portait pas atteinte à la « mémoire » de résistants antifascistes !

Pierre Schill nous livre une belle évocation de Jean Burger, instituteur antifasciste et communiste de Moselle, animateur du groupe résistant communiste « Mario » mort à Nordhausen le 3 avril 1945, après guerre « référence mémorielle » du PC mosellan. Avec les *Passeurs mosellans*, François Petitdemange nous présente une des principales activités des groupes résistants alsaciens et mosellans : les « passeurs. Ils font l'objet d'analyses plus fines récemment, que résume bien Petitdemange. L'on distingue les passeurs sédentaires, qui habitent des régions frontalières et connaissent bien le pays et les moyens d'éviter postes et patrouilles, ou itinérants, essentiellement des cheminots. Au début, le passeur est « occasionnel », mais bientôt il est intégré dans « une filière » et dans un réseau. Les grands réseaux mettent bientôt en place des filières propres, salariant des spécialistes, qu'ils mettent à l'abri s'ils sont brûlés. Paradoxalement, l'activité des passeurs n'est pas reconnue comme acte de résistance, sauf pour ceux qui ont fait partie d'un réseau reconnu.

Pia Nordblom, dans une contribution hypercritique, analyse la production de Camille Schneider, qui publie pendant la guerre le journal résistant clandestin, « *l'Alsace* ». Il paraît en 37 numéros à périodicité irrégulière du 11 novembre 1940 au 19 novembre 1944. Rédigé en français tout d'abord, puis en allemand, il se réclame de l'appel du général de Gaulle. Son attitude générale se définit par ce titre de son éditorial du N° de 1940, « attendiste ». Les Alsaciens doivent « attendre la Libération ». Son rédacteur se fit connaître après la guerre, il s'agit de l'homme de lettres et professeur Camille Schneider, co-fondateur de la Société des Écrivains d'Alsace, qui entreprend la re-publication de son journal (1946), puis en fait une seconde édition en 1948, en affirmant qu'il était le témoignage de « la manière de penser et de se taire de la grande majorité des Alsaciens ». L'ennui, c'est que ce journal resta tout à fait inconnu des autorités allemandes. Ce qui amène Pia Nordblom à se demander si l'activité de Schneider relève de l'un des critères de « la résistance », la participation à une entreprise collective pour mettre fin à la dictature nationale-socialiste. Ce fut mieux que rien, conclut-elle, mais est-ce que cela a été suffisant ? Eugène Riedweg nous livre une contribution sur « la Résistance des Incorporés de Force » ; il en avait développé les thèmes dans son « Les Malgré-Nous ». Auguste Gerhards fait une première présentation des victimes de la justice militaire du III<sup>e</sup> Reich, qu'il développera en 2007 dans son « Morts pour avoir dit Non ». La contribution de Léon Strauss – Des Alsaciens dans la Résistance Intérieure (Hors d'Alsace) est plus qu'une synthèse des différents groupes dans lesquels s'engagent les réfugiés alsaciens ; il évoque de façon fort documentée la résistance clermontoise, en particulier étudiante. Après Bernard Veit (De la Septième colonne d'Alsace aux FFI d'Alsace), Bernard Metz fait un historique de la Septième colonne d'Alsace. Bernard Veit se concentre sur le GMA (Groupe mobile Alsace) Vosges, que commanda Kibler-Marceau ; Bernard Metz relate de façon magistrale l'histoire complète des GMA, puis à partir du débarquement, se concentre sur le GMA Sud, (Dordogne et Toulouse) qui vont fusionner dans la Brigade Alsace-Lorraine. La publication de son rapport du 1<sup>er</sup> avril 1946, pour un historique de l'ORA qui ne parut jamais, dans « *les Carrefours des Tilleuls, Jeune Alsace résistante* » paru cette année, nous autorisera à ne pas approfondir ce récit. La confrontation des deux textes permet d'établir combien la mémoire de B. Metz est restée sûre, à soixante ans de distance. Il faudrait y rajouter le témoignage de Jean-Pierre Spenlé, pour disposer d'un aperçu de la constitution et de l'activité du GMA-Suisse commandé par Ernest Georges, qui refusera de rejoindre la Brigade Alsace-Lorraine, désapprouvant le choix de Malraux opéré par les chefs du GMA Sud.

Le « journal de Bopp » n'est publié partiellement qu'en 1978, par Béné, et attend 2005 pour sa publication par N. Stoskopf et M-C. Vitoux, qui le présentent au cours du colloque. C'est un témoignage irremplaçable sur l'opinion colmarienne pendant la guerre, dressé par un « dissident de l'intérieur », pas un résistant.

Les témoignages de Kleinmann (La Main Noire), Marthe Gress-Oltra (Agent de liaison en Alsace), Jean Laurain (de l'évasion aux campagnes de Tunisie, de France, d'Allemagne du Sud et d'Autriche) de Raymond Olff (Résistant de l'Intérieur),

François Beck (l'École Normale d'Obernai repliée à Solignac, Haute-Vienne de 1939 à 1945) de Jean Claus (Clandestinité et Brigade Alsace-Lorraine) de François Joseph Fuchs (Histoire d'Évasion), de Jean Koenig (Incorporé de force évadé), évoquent les itinéraires et d'actes résistants réels, dont les historiens se sont efforcés de dresser les typologies... sans toujours parvenir à les faire entrer dans le moule.

Concluant cependant, le débat entre Marcot et Wahl : la résistance des Alsaciens doit être probablement mesurée à l'aune adoptée pour les régimes totalitaires, et tout particulièrement par l'historiographie allemande.

François Igersheim

SIMON (André), *Kibler Marcel. (Alias commandant Marceau) raconte la Résistance Alsacienne*. Propos recueillis par André Simon. Jérôme Do Bentzinger. 1<sup>er</sup> trimestre 2008. 264 p.

L'organisation qui a pris en fin de compte le nom de « la Résistance alsacienne », a joué un rôle important dans l'histoire de l'Alsace. Elle a réuni les Alsaciens de la France de l'Intérieur, dans les GMA, qui voulaient que l'Alsace soit libérée par les Alsaciens, et on y a rattaché les FFI d'Alsace (mars 1944), dont on aurait tort de sous-estimer le rôle. « Marceau » a été son dernier chef. Il y avait quatre ensembles de sources pour l'histoire de ce/ces réseaux, rattachés dès 1943 à l'OMA, puis ORA. Au Service historique de la Défense, les fonds des historiques des unités de la résistance, dans les fonds des correspondants du Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale aux Archives Nationales, un autre jeu d'historiques et de témoignages ; aux archives départementales du Bas-Rhin, les enregistrements des interviews opérés en 1982 par Léon Mercadet pour son ouvrage sur la Brigade Alsace-Lorraine, où se déploie la chaleureuse voix, à l'accent alsacien si fort, de Kibler, enfin, les souvenirs laissés par Bernard Metz, dont le plus important était à présent la contribution qu'il avait donnée au colloque organisé par la Fondation franco-allemande de 2004 sur la Résistance alsacienne, publié en 2007 et dont nous faisons le CR, ici-même, et son rapport d'avril 1946, publié dans « *les Carrefours des Tilleuls* ».

Voici que s'y rajouteront les souvenirs dictés de Kibler, recueillis et publiés par son neveu, André Simon. Disons le d'entrée de jeu, cet ouvrage n'est pas convaincant et ne répond guère au pieux souhait de son auteur. Un tri s'imposera de toute évidence. Les « historiques » établis par d'Ornant (Marchal) et Kibler (Marceau) dès décembre 1944 seront les plus probants. Certes ils n'ont pas la verdeur des souvenirs dictés ici par Kibler. On ne s'arrêtera donc pas aux innombrables erreurs qui parsèment le texte et qui sont dues au choix de l'auteur qui a décidé de publier tels quels les propos du chef de la « Résistance alsacienne » tenus un demi-siècle après les événements. Les commentaires de Simon en notes de bas de page sont encore plus étonnants. Ainsi, cette rencontre de Kibler et Dungler avec un personnage non-identifié qui leur demande un acte d'allégeance au général de Gaulle et qui s'avère être Jean Moulin dont « les journaux publient quelques jours après son arrestation la photo en